

## Burundi : pouvoir et opposition réagissent à la vidéo polémique

RFI, 04-02-2018 Dans une vidéo partagée sur les réseaux sociaux, un responsable local parti CNDD-FDD au pouvoir mais aussi adjoint de l'administrateur de la commune de Butihinda (nord-est du pays) appelle la population à arrêter ceux qui votent pour le non au référendum, et à les livrer au parti au pouvoir, en menaçant de leur «casser les dents». Polémique.

Pendant les 3 minutes 11 secondes que dure la vidéo, le chef local du parti CNDD-FDD au pouvoir et en même temps secrétaire de la commune de Butihinda, Ruvacat Ruberandinzi, parle sur un ton plutôt positif voire didactique aux habitants de la colline de Gahahe, qui viennent de participer aux travaux communautaires. Mais ses mots sont tranchants lorsqu'il évoque ceux qu'il qualifie de «déstabilisateurs» qui vont venir passer d'une colline à l'autre pour dire aux gens de voter «non» lors du prochain référendum constitutionnel. Le Cnared, la plate-forme qui regroupe l'opposition en exil, est monté au créneau. Son porte-parole se félicite de cette fuite qui montre au grand jour ce qui se passe partout dans le pays, en dénonçant «un terrorisme d'Etat». «C'est une indignation totale, c'est hallucinant», dit Pancrace Cimpaye. Et en même temps, ce n'est pas étonnant. Ce référendum est un référendum à risques. Nous sommes dans une démarche de pensée unique. Ce n'est pas encore le moment de faire de la propagande parce que la loi interdit toute campagne, alors que le pouvoir de Bujumbura bat campagne pour le oui, et en même temps, il menace toute perspective de faire campagne pour le non. C'est pour vous dire qu'aujourd'hui, plus que jamais, le monde entier doit comprendre que le Burundi est une prison à ciel ouvert, où seuls les membres du CNDD-FDD ont le droit d'exister, le droit d'exercer les droits citoyens, parce que si vous ne votez pas pour, vous êtes un ennemi de la nation. Malheur à celui qui votera non. »

Le 17 janvier, la coalition dirigée par Agathon Rwasa, leader historique des ex-rebelles hutu des FNL avait annoncé qu'une quarantaine de ses militants, accusés de faire campagne pour le non, croupissent aujourd'hui en prison. D'autres avaient été molestés par des jeunes du parti au pouvoir au moment de leur arrestation. Pour le vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo, personne ne devrait faire campagne pour le oui ou le non à ce stade, la commission électorale n'a pas encore donné le coup d'envoi officiellement. Il se dit prêt à se renseigner mais se fie des réseaux sociaux. «S'il advenait que cette autorité a prouvé cela, nous allons demander ce qu'il a voulu insinuer. De toute façon, nous savons que tous les [personnels, ndr] administratifs ont reçu la consigne d'expliquer la Constitution, et seulement d'expliquer parce que le moment de la campagne n'est pas encore arrivé. De toute façon, je ne pense pas qu'il ait dit qu'il y aura une campagne pour le non ou le oui. Au moment où la Ceni nous donnera [le signal de départ pour la campagne, ndr], nous ferons campagne pour le oui, je pense que c'est cela qu'il a dit et que les gens ont voulu interpréter. Je ne peux pas avoir confiance dans ces réseaux sociaux, je préfère lui demander moi-même.»

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});